

Cette amélioration sensationnelle n'est pas, à mon avis, le simple fruit du hasard. Mon collègue, le député d'Hamilton-Ouest (M. Macaluso)—distingué président du comité des transports—a exposé d'une façon magistrale les mesures du gouvernement pour stimuler la construction d'habitations en général et l'activité domiciliaire à travers le pays, afin de fournir des habitations convenables aux vieillards et aux gagne-petit. Il a également souligné nos efforts dans le domaine du réaménagement urbain.

• (9.40 p.m.)

Les mesures comme celles dont il a parlé, y compris la fourniture de 90 p. 100 des fonds nécessaires au financement des habitations publiques à loyer modique, la majoration des affectations fédérales à la rénovation urbaine et, contrairement à ce qu'a laissé entendre le préopinant, l'octroi de prêts aux termes de la loi nationale sur l'habitation pour les maisons plus vieilles, à condition qu'elles soient situées dans des zones de rénovation urbaine, toutes ces mesures ont beaucoup contribué à la hausse très sensible des mises en chantier depuis que le gouvernement est arrivé au pouvoir. On a enregistré une augmentation extraordinaire des fonds disponibles par l'intermédiaire du gouvernement fédéral pour la rénovation urbaine et les habitations à loyer modique. Ces fonds accrus de même que nombre d'autres mesures ont contribué à cette amélioration.

Prenons l'exemple d'une collectivité afin d'illustrer le changement qui s'est produit depuis que le gouvernement a eu l'occasion de présenter des mesures visant à augmenter le nombre des logements. Dans ma propre ville de Windsor, en 1962, 495 unités seulement ont été mises en chantier. En 1963, ce nombre atteignait 728; en 1964, il était de 1,125 et en 1965, d'environ 1,800. A noter qu'en 1965, les mises en chantier ont dépassé pour la première fois le total de 1,700 atteint en 1954. Autrement dit, alors que nos amis de l'opposition officielle étaient au pouvoir et administraient la politique du logement, soit de 1959 à 1963, mettons, dans la région de Windsor le total annuel s'établissait en moyenne entre 500 et 700 unités par rapport aux 2,000 mises en chantier prévues pour 1966. Environ 695 unités à loyer modique appartenant à l'État sont actuellement en voie de construction ou seront mises en chantier d'ici les prochaines semaines. Certaines mesures du gouvernement actuel dont j'ai parlé ont beaucoup contribué

à cette amélioration dans la région de Windsor.

Divers députés ont parlé des répercussions de la politique du gouvernement actuel sur la situation du logement pour l'année courante. Il me semble qu'on devrait insister sur le fait que le gouvernement a bien dit qu'il n'a pas l'intention de diminuer le nombre de prêts directs qui seront mis à la disposition de l'industrie de la construction domiciliaire cette année. L'an dernier, environ 31,500 prêts directs ont été consentis pour la construction ou l'achat de maisons. Le ministre du Travail (M. Nicholson) a signalé à la Chambre que le programme du gouvernement pour cette année ne vise pas à réduire ce nombre.

Il ne faut pas oublier que la majorité des 166,000 mises en chantier de 1965 ont été financées par des prêteurs privés. Si la situation actuelle laisse prévoir que le nombre record de mises en chantier baissera de 15 p. 100 cette année, il faut en blâmer les prêteurs privés qui n'assument pas leur responsabilité sociale très claire de consentir des prêts au même niveau.

Selon moi, on a eu tort de dire que le ministre du Travail avait annoncé que le gouvernement avait décrété une réduction de 15 p. 100 des mises en chantier des maisons au Canada pour 1966. J'ai lu la déclaration du ministre et, si j'ai bien compris, il n'a fait que transmettre à la Chambre les dernières données disponibles sur les projets de mise en chantier pour l'année en cours. J'espère que les résultats définitifs des programmes de construction financés soit par des prêts directs de la Société centrale d'hypothèques et de logement ou par des prêteurs privés, ne se révéleront pas inférieurs au chiffre record de 1965; en même temps, je ne puis m'empêcher de remarquer que dans certaines régions du pays, y compris celle de Windsor, il y a toujours une grave pénurie de logements. Mais, grâce aux efforts du gouvernement depuis son arrivée au pouvoir, on commence à combler le manque d'habitations dans les régions telles que Windsor où il existe toujours des besoins croissants.

L'augmentation très importante de l'embauche dans la région de Windsor depuis 1962 a exercé une pression supplémentaire sur l'offre restreinte de maisons au début de cette période de renouveau économique. L'amélioration de l'économie de cette région est un résultat direct de certains programmes économiques mis en œuvre par l'actuel gouvernement, y compris les mesures de stimulation aux régions désignées et l'accord sur l'automobile. (*Applaudissements*)